

## Droit de la presse, droit des médias et question prioritaire de constitutionnalité

### Animée par :

Pascal Mbongo

Agrégé des facultés de droit, Professeur des Universités

Président de l'Association de droit des médias et de la culture

### Objectif :

La « question prioritaire de constitutionnalité » introduite dans la Constitution en 2008 est entrée en application le 1er mars 2010. L'encadrement normatif du nouveau mécanisme a été complété par un décret n° 2010-148 du 16 février 2010 relatif à l'application de l'article 61-1 de la Constitution, lequel a précisé les règles de procédure propres à la question prioritaire de constitutionnalité devant les juridictions administratives et judiciaires, dans le respect des exigences du droit à une procédure juste et équitable.

Comme ce mécanisme relève à la fois du droit processuel (en tant qu'il permet au juge administratif ou judiciaire de surseoir à statuer sur le litige dont il est saisi) et du droit du fond (en tant qu'il permet au juge administratif ou judiciaire d'obtenir du Conseil constitutionnel une décision préalable sur la conformité ou la non-conformité aux « droits et libertés constitutionnels » d'une disposition législative), tout dépend finalement du dynamisme interprétatif de ses utilisateurs privilégiés que sont les avocats. Or le contentieux des médias en général et celui de la presse en particulier, a vocation à être un foyer privilégié de la « question prioritaire de constitutionnalité » compte tenu, d'une part, de la profusion de droits et libertés constitutionnels intéressant spécialement les médias et la presse et, d'autre part, de la centralité des enjeux de libertés et droits fondamentaux dans le contentieux des médias et de la presse.

### Durée :

4 heures 30

### Date :

9 juin 2010 (14h30 - 19h00)

### Lieu :

Salons du Cercle Républicain – 5, avenue de l'Opéra – 75001 Paris

### Prix :

350 € TTC

### Thèmes abordés :

Modes d'argumentation et méthodes de raisonnement applicables aux normes constitutionnelles ; jurisprudence constitutionnelle relative aux droits et libertés de procédure ; jurisprudence constitutionnelle relative à la liberté d'expression et aux libertés médiatiques

FORMATION CONTINUE DES AVOCATS

PRO-BARREAU

49, QUAI des GRANDS AUGUSTINS

75006 PARIS

TEL. : 01 44 35 71 20

FAX : 01 72 34 92 58

[www.pro-barreau.com](http://www.pro-barreau.com)

Etablissement de Formation Professionnelle

habilité à délivrer une

Attestation Descriptive de Formation

# Droit de la presse, droit des médias et question prioritaire de constitutionnalité

14h30 – 15h00

## **La question prioritaire de constitutionnalité comme technique juridique**

- Incompétences
- Irrecevabilités

15h00 – 16h00

## **Modes d'argumentation et méthodes de raisonnement applicables aux normes constitutionnelles**

- Techniques d'interprétation inapplicables aux normes constitutionnelles
- Jurisprudence constitutionnelle relative à la « conciliation des normes constitutionnelles »
- Autorité de chose jugée et autorité de chose interprétée par le Conseil constitutionnel

16h00 – 16h15

## **Pause café**

16h15 – 17h00

## **La jurisprudence constitutionnelle relative aux droits et libertés de procédure**

- Principe constitutionnel des droits de la défense
- Interdiction constitutionnelle des détentions et des arrestations arbitraires
- Principes constitutionnels de nécessité et de légalité des délits et des peines
- Principe constitutionnel de non-rétroactivité de la loi pénale
- Principe constitutionnel de présomption d'innocence
- Objectif de valeur constitutionnelle de la recherche et la condamnation des auteurs des infractions
- Droit à un recours juridictionnel effectif

17h00 – 17h45

## **Les droits et libertés constitutionnels connexes à la liberté d'expression et aux libertés médiatiques**

- Droit constitutionnel au respect de la vie privée
- Protection constitutionnelle de la « dignité de la personne humaine »
- Liberté contractuelle

17h45 – 18h00

## **Pause café**

18h00 – 19h00

## **La jurisprudence constitutionnelle relative à la liberté d'expression et aux libertés médiatiques**

Thèmes associés:

- La liberté constitutionnelle des opinions
- La liberté de communication des pensées et des opinions
- Le « pluralisme des courants d'expression »
- Le principe constitutionnel du pluralisme et de la liberté des médias

# Droit de la presse, droit des médias et question prioritaire de constitutionnalité

## Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à l'adresse suivante :

- Pro-Barreau – 49, quai des grands Augustins – 75006 Paris ou par
- Fax : 01 72 34 92 58 / e-mail : presentielles@pro-barreau.com

Mme       Mlle       M.

NOM ..... PRENOM .....

ADRESSE .....

VILLE ..... CP .....

TEL. .... FAX .....

E-MAIL .....

CABINET .....

## Règlement (les frais de participation comprennent la formation, le dossier pédagogique et les pauses café)

- Ci-joint un chèque de 350 € libellé à l'ordre de Groupe Pré-Barreau
- Par virement bancaire : LCL Paris Odéon – 30002 | 00437 | 0000445109C | 14

Fait à : ..... le : .....

Signature obligatoire : .....

## CONDITIONS GÉNÉRALES DE PARTICIPATION

### Conditions d'inscription et tarifs

Pour les modalités d'inscription et les tarifs se reporter aux mentions indiquées ci-dessus.

### Documents contractuels

A réception de l'inscription, une lettre de confirmation est adressée au participant. A l'issue de la formation, une convention de formation et une attestation de présence sont adressées au client.

### Paie ment

Le règlement du prix de la formation est à effectuer à l'inscription, impérativement avant la date de formation, comptant et sans escompte par chèque bancaire ou virement. Si le règlement de l'inscription est effectué par un organisme payeur extérieur, il appartient au bénéficiaire de s'assurer de l'acceptation du paiement par l'organisme concerné. En cas de prise en charge partielle, le solde sera directement facturé au client.

### Annulation

Toute annulation doit nous parvenir par écrit, au plus tard 20 jours calendaires avant le début de la formation pour obtenir son remboursement sans frais.

Annulation entre 19 et 10 jours avant le stage : remboursement du prix, déduction faite d'une indemnité forfaitaire à titre de dédit de 10% du prix de la formation.

Annulation moins de 10 jours avant la formation : nous nous réservons le droit de facturer jusqu'à 100 % du prix à titre de dédit. Les remplacements de participants sont admis. Le nom et les coordonnées du nouveau participant doivent être confirmés par écrit à Pro-Barreau.

Par ailleurs, Pro-Barreau se réserve le droit d'ajourner une formation, si le nombre de participants prévu est inférieur à vingt. Dans ce cas, Pro-Barreau s'engage à prévenir immédiatement chaque participant, par écrit. Pro-Barreau se réserve le droit de changer d'intervenant en cas d'empêchement de l'un d'eux.